

Souvenirs de la Libération africaine dans l’Egypte de Nasser (1956 – 1975)

Une expérience personnelle

Introduction

Le besoin d’histoire orale, comme les récits personnels des vrais acteurs, en particulier dans l’histoire de l’Afrique, est évident en raison de la rareté des sources authentiques de cette histoire. Il en va de même pour les histoires sociale et culturelle des sociétés en cours de transformation. Ainsi, ces récits personnels comblent les nombreuses lacunes qui ne manqueront pas de se présenter si nous nous fions seulement à des documents officiels qui peuvent être biaisés par les intérêts et les politiques des détenteurs du pouvoir. Ma propre expérience de la politique égyptienne – et probablement d’autres politiques – montre que l’histoire officielle est souvent soumise à des processus de déconstruction et de reconstruction des faits pour s’adapter aux humeurs changeantes des principaux acteurs au pouvoir, ou de leurs partisans. Ainsi, la multiplicité des récits peut être un meilleur moyen de contrôle, plutôt qu’une cause de confusion comme certains pourraient le penser.

Les relations entre l’Egypte et le reste de l’Afrique, avant ou après la Révolution du 23 juillet, sont un modèle pour l’importance de l’histoire orale de ces relations, que ce soit dans le domaine du développement politique et économique, ou dans la lutte commune contre la domination étrangère. Le changement de politique radical du régime de Sadate en 1971, immédiatement après la mort du Président Nasser, s’est traduit par un manque évident de documentation adéquate du régime nassérien et donc, la nécessité des contributions de l’histoire orale. Ma présente contribution est un modeste ajout qui doit être complété par celles d’autres acteurs dans ce domaine,

Helmi Sharawy
Centre arabo-africain de recherche
Le Caire, Egypte

qu’ils soient d’Egypte ou de l’Afrique du Nord arabe. En effet, j’ai eu la chance d’enregistrer les souvenirs de M. Mohammad Fayek, l’assistant du Président Nasser pour les Affaires africaines (2002). J’ai également eu de longs entretiens avec feu Kwame Nkrumah à Conakry (1970) après son éviction du pouvoir, et avec l’ancien Président Ben Bella à Bamako. A cela s’ajoutent mes relations personnelles directes avec bon nombre des dirigeants des Mouvements de libération africains qui sont mentionnés dans cet article, où qui ont été évoqués dans mes contributions précédentes.

Le champ d’application du présent document ne permettra pas d’exposer en détails tous les événements qui se sont produits après la fin de la Deuxième Guerre mondiale qui ont entraîné l’implication de l’Egypte du régime de Nasser (1952 – 1970) dans le processus de libération nationale. Je pense que cette implication était motivée par le cours des événements plutôt que par une conviction préalable de ce dirigeant nationaliste, tel qu’exprimé dans son opuscule *Philosophie de la Révolution* publié en 1955, dans lequel il mentionnait trois domaines d’intérêt de la politique étrangère de l’Egypte.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la ferveur nationaliste était très grande en Egypte, tandis qu’au même moment, des projets impérialistes d’alliances au

Moyen-Orient continuaient de voir le jour, cherchant à inclure nos pays dans des blocs antisoviétiques, et créant des bases militaires impérialistes. Pendant la tentative populaire d’obtenir l’indépendance totale de la Grande-Bretagne, nous nous sommes heurtés aux troupes britanniques d’occupation dans la Zone du Canal de Suez, et aux tentatives pour amener l’Egypte à adhérer au pacte de Bagdad, devenu par la suite le Cento. Nous avons aussi dû faire face aux bases impérialistes à Tripoli en Libye et à la Canio Station en Ethiopie, en plus de l’administration coloniale directe en Afrique. A la même époque, le Soudan était nominalement sous l’administration conjointe anglo-égyptienne, alors qu’en fait, c’était une simple colonie britannique... Le nouveau régime « révolutionnaire » devait faire face à une telle situation, et il a permis donc des formes de résistance contre les troupes britanniques, tout en entamant des négociations pour l’évacuation de ces troupes de l’Egypte et du Soudan. Toutefois, il s’est gardé de s’engager dans les pactes impérialistes militaires dans la région pour ne pas s’impliquer dans la guerre froide, prenant en considération le fait qu’Israël était l’une des bases les plus importantes de l’impérialisme dans cette guerre.

Participer

On peut considérer les effets de cette atmosphère sur un jeune homme né en 1935, entrant à l’Université du Caire avec son bagage d’influences wafdistes et de Fraternité musulmane, et commençant ses études de philosophie et de sociologie dans une atmosphère gauchiste. Au milieu de la propagande nationaliste généralisée des Officiers libres, il a commencé à

fréquenter l'Association africaine à Zamalek en 1956, où il a rencontré de jeunes étudiants africains qui suivaient des Etudes Islamiques, dont bon nombre s'étaient ralliés à la défense populaire de l'Egypte contre l'agression franco-anglaise et israélienne de cette année-là. Cette agression avait pour but de punir l'Egypte pour son esprit nationaliste dans le monde arabe et en Afrique (y compris en Algérie), pour son insistance à vouloir se débarrasser de toutes les troupes d'occupation et à briser le monopole de l'Occident sur la fourniture d'armes, et pour la nationalisation de la Compagnie du Canal de Suez.

Au cours de longs dialogues en 2002, M. Fayek m'a parlé des instructions de Nasser durant les négociations avec la Grande-Bretagne sur le Soudan en 1953, consistant à déployer d'énormes efforts pour contrer l'influence britannique et américaine et obtenir l'appui des voisins des Peuples du Soudan en Ethiopie et en Afrique de l'Est, après avoir abandonné le vieux slogan d'unité Egypte-Soudan, sous la couronne égyptienne. A l'époque, le Système de radiodiffusion égyptien avait commencé à émettre en tigréen (à destination de l'Ethiopie et l'Erythrée), et en swahili (pour l'Afrique de l'Est). Vers les années 1960, ces émissions ont été élargies pour couvrir 30 langues africaines.

Le principal pôle d'attraction de ces jeunes était feu Mohammad Abdel Aziz Ishak, l'intellectuel bien connu. Ils ont aussi rencontré Mohammad Fayek qui désirait rester en contact avec la jeunesse africaine, en particulier les étudiants d'Al Azhar ainsi que quelques-uns de l'Université du Caire. Pour moi, cette rencontre avec ces jeunes pleins d'enthousiasme pour retourner dans leurs pays respectifs afin de contribuer à la lutte pour la libération et au développement, a été très instructive et m'a ouvert les yeux sur un monde et des cultures nouveaux ; inutile de dire que leurs activités ont été grandement influencées par la ferveur des médias nassériens.

J'ai toujours souligné que lorsque Nasser mentionnait dans son essai *La Philosophie de la Révolution* les trois domaines d'intérêt de la politique égyptienne (arabe, africain et islamique, dans cet ordre) il n'a pas indiqué la priorité réelle accordée à nos relations avec l'Afrique. En effet, en 1955, Nasser explorait l'expérience asiatique lorsqu'il a rencontré à Bandung les dirigeants de la Chine, de

l'Inde et de l'Indonésie (ainsi que les représentants de l'Ethiopie et du Ghana).

Jusqu'à-là, son intérêt pour l'Afrique consistait principalement à assurer la sécurité du Soudan nouvellement indépendant et donc, il a jugé approprié de soutenir les efforts des pays du bassin du Nil : le Kenya, l'Ouganda, l'Erythrée et le Congo pour accéder à l'indépendance. Le Régime avait créé la Maison d'édition Tahrir pour publier ses propres journaux : le quotidien *Al Gomhouria* et l'hebdomadaire *Al Tahrir Liberation*. Dans ce dernier, on pouvait lire des informations concernant les bases militaires américaines et la révolution des « Mau Mau » au Kenya sous Jomo Kenyatta. Entre 1956 et 1958, il y a eu de nombreux développements en Afrique et en Asie, qui ont été suivis par la demande par les syriens d'union avec l'Egypte, ce qui, une fois de plus, a reporté notre priorité sur la Sphère arabe.

Ainsi, l'interaction avec les pays du Nil et le reste de l'Afrique a précédé ce discours sur les trois cercles d'intérêt. Il me semble que cette dernière théorie a été conçue par quelques petits bourgeois intellectuels qui étaient obsédés par le rôle de l'Egypte et son influence dans telle ou telle région, tandis que les propriétaires fonciers féodaux considéraient le droit à l'autodétermination du Soudan comme étant une lourde reddition au colonialisme britannique.

Ce fut une période riche en expériences pour l'Egypte et pour un jeune étudiant de l'Université du Caire qui a été témoin, au milieu de ses nouveaux amis africains (dont la plupart avaient effectué une formation militaire auprès de la Garde nationale égyptienne) de la défaite de l'agression impérialiste de 1956. Peu après s'est déroulée la première Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques (décembre 1957/janvier 1958) où des dizaines de délégués des pays d'Afrique et d'Asie se sont rassemblés dans les halls de l'Université du Caire.

Avec mes amis africains, j'ai accompagné beaucoup de ces délégués et j'ai ainsi amélioré les informations jusque-là superficielles que j'avais auparavant sur leurs pays (bien qu'ayant étudié la sociologie et l'anthropologie). Ces contacts ont suscité en moi un intérêt accru pour l'Association africaine, et m'ont poussé à accepter de contribuer avec quelques modestes articles au

nouveau périodique « *Renaissance Africaine* » sur le journalisme africain, ainsi que la musique et la sculpture africaines. Ce périodique (1957) était le plus connu sur l'Afrique à cette époque, et une édition en anglais ne tarda pas à suivre pour le rendre plus accessible à un plus grand public. A l'époque, j'étais aussi chercheur à l'Egyptian Folklore Institute (Institut du folklore égyptien).

La période de 1956 à 1960 était pleine de ferveur nationaliste, en Egypte comme en Afrique où la lutte pour l'indépendance était en tête des priorités. Il fallait des contacts avec les puissances socialistes (l'Union Soviétique et la Chine) dans la lutte contre le colonialisme et ses différentes manifestations. Ainsi, le Festival de la jeunesse de Tachkent a enregistré un grand nombre de participants venus des pays africains, dont beaucoup étaient des étudiants du Caire, à cause des obstacles érigés par les puissances coloniales pour ceux qui voulaient se rendre en Union Soviétique. Il a donc été décidé de tenir la conférence des peuples afro-asiatiques au Caire, et des centaines de jeunes délégués y ont assisté, même si beaucoup d'entre eux venaient aussi de pays où ils s'étaient volontairement exilés. Certains ont prolongé leur séjour au Caire, tandis que beaucoup d'autres encore ont laissé des représentants permanents pour y ouvrir des bureaux, leur meilleure fenêtre sur le Monde extérieur. Il était de règle que le leader rencontre personnellement Nasser avant de quitter le pays, et reçoive des instructions de ce dernier pour fonder le nouveau bureau et pour son allocation de temps d'antenne à la radio. D'autres membres du bureau étaient affectés au Secrétariat de l'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques (Afro-Asian Peoples' Solidarity Organization – OSPAA). Ainsi, il y avait tellement d'africains à Zamalek que nous l'avons surnommée La Colonie Africaine ! Elle devint un refuge pour les révolutionnaires et une destination pour de nombreux étudiants en Egypte, et même pour les étudiants et les journalistes égyptiens et parfois, certains leaders nationalistes tels que Fathi Radwan, Helmi Murad, les amis de notre délégué assassiné en Somalie Kamal Ed Dine Salah. Leur présence m'a également permis de connaître la vie politique égyptienne.

S'impliquer

Parmi les leaders reçus tôt par Nasser (1957/58) figurait Sheikh Ali Mohsen Al Berwani, du Zanzibar National Party (ZNP), qui a souligné son dilemme en tant que leader nationaliste mais a été accusé par les africains d'être pro-arabe. Nasser se rallia à sa cause en lui affectant une maison d'hôtes spéciale, « The East Africa House », qui devait accueillir une quarantaine d'étudiants de tous les pays d'Afrique de l'Est (y compris Zanzibar). J'ai été nommé superviseur de ce groupe en 1958, après l'obtention de mon diplôme à l'université (Sciences sociales). Cette nomination a dû prendre en compte ma fréquentation de l'Association Africaine. Les deux années que j'ai passées à ce poste (1958/1960) ont été très utiles dans mon travail par la suite.

Les déclarations d'autodétermination ou d'indépendance sont venues les unes après les autres des colonies françaises d'Afrique, tandis que les algériens poursuivaient leur lutte armée contre la France avec l'appui total de l'Egypte. On aurait pu penser que l'Egypte revenait sur le rôle de la France dans l'agression de Suez en 1956, mais il s'agissait d'une réaction naturelle à sa déclaration arrogante selon laquelle l'Algérie était un Département français. La même attitude, concernant la Grande-Bretagne, traduisait notre soutien à la lutte pour l'indépendance de ses colonies en Afrique. Il était plus facile d'expliquer notre soutien pour les somaliens et les érythréens, en raison de leurs solides relations dans le monde arabe. Ce soutien a atteint son point culminant lorsque Nasser s'est joint aux autres dirigeants du monde à New York pour promulguer la Déclaration de Décolonisation de tous les peuples colonisés, une déclaration que nous avons continué de célébrer pendant plusieurs années.

L'opposition des peuples au colonialisme français et britannique connut un paroxysme vers la fin de l'année 1958, si bien qu'en l'espace de quelques mois, on assista à une visite de Félix Moumié, le leader de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) à l'Association Africaine, suivie aussitôt de celle de Mosazi, le leader de l'Ugandan National Congress (UNC), qui laissa au brillant John Kaley le soin de gérer le bureau du Caire. Puis vint Oginga Odinga pour l'ouverture du bureau de la Kenya African National Union (KANU), suivi

d'Oliver Tambo pour ouvrir le bureau de l'African National Congress (ANC) de l'Afrique du Sud.

A la même époque ou un peu plus tôt, vint Wold Ab Wold Mariam qui fut le directeur du programme de radiodiffusion tigréen, suivi d'Adam Mohammad Adam et Sheikh Ibrahim Soltan, les dirigeants du Front de libération de l'Erythrée, avant qu'ils n'aient tiré leur premier coup de feu. Ils étaient venus pour présenter aux Nations Unies leur demande de statut d'autodétermination pour l'Erythrée. Quant à Haj Mohammad Hussein qui était originaire de l'Ogaden (une partie de l'Ethiopie peuplée d'ethnies somaliennes), il était à la tête de la Ligue Somalienne qui appelait au regroupement de tous les Somalis dans la Grande Somalie. Il sollicitait le soutien de l'Egypte pour sa cause en raison de l'assassinat de Kamal Ed dine Salah, représentant de l'Egypte au Conseil de tutelle de la Somalie. Nous avons également reçu Harbi et ses camarades de Djibouti, Joshua Nkomo et ses camarades de la Rhodésie du Sud, et Kenneth Kaunda et ses camarades de l'UNIP de la Rhodésie du Nord. Lorsque j'étais jeune homme, j'étais réellement surchargé de travail par mes fonctions à la Maison d'Afrique de l'Est et à l'Association Africaine, avec tous ces dirigeants dont il fallait s'occuper et qu'il fallait aider à résoudre leurs problèmes (une liste des Mouvements de Libération Africains figure en annexe).

Les sources d'information sur l'Afrique étaient très rares en Egypte à l'époque, et M. Fayek se souvient que la seule source d'informations dont il disposait sur l'Afrique dans les années cinquante était le livre de John Gunther, *Inside Africa* et quelques opuscules en arabe ; je me trouvais dans la même situation. Aussi fus-je heureux quand il me demanda de traduire des articles parus dans des journaux africains auxquels il avait pu s'abonner. J'ai donc pu lire des articles du Kenya, du Nigeria, de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie et de l'Ouganda (tous introuvables en Egypte aujourd'hui !). J'étais aussi heureux de mettre la main sur le livre de Lord Healy *Survey of Africa* (1958) qui a été par la suite mis à jour dans les traités de Colin Legum dans les années 1960. Plus tard, l'Autorité chargée de l'information a traduit des livres de Kenyatta, Nkrumah et d'autres. Le Sudanese Studies Research Institute est devenu l'African Research Institute.

Nous avions le sentiment qu'Israël s'efforçait de circonscire le rôle de l'Egypte dans le Bassin du Nil et nous l'avons contré par une profonde solidarité avec tous les mouvements de libération de la région. L'alliance étroite entre Israël et le régime de ségrégation raciste en Afrique du Sud était un avertissement clair adressé à l'Egypte sur la similitude entre les régimes de colons en Palestine et en Afrique australe. Cela m'a servi de leçon sur les différents systèmes de colonisation.

A l'époque, j'étais engagé dans la mouvance gauchiste en Egypte, et j'avais appris de nos amis de l'Association Africaine que la plupart des Mouvements de libération africains étaient aussi gauchistes. La visite de George Padmore en Egypte en tant que conseiller du Président Nkrumah fut donc une surprise désagréable. Cet auteur de *Pan Africanism or Communism* dont les penchants anticommunistes étaient très prononcés ne convenait pas comme conseiller de Nkrumah qui était le chantre du mouvement de libération et de l'unité de tous les peuples africains. Effectivement, Padmore n'a pas été bien accueilli par les délégations présentes en Egypte, d'autant plus que les soviétiques et les chinois avaient établi des relations amicales de coopération avec tous ces mouvements, et avaient des représentants au secrétariat de l'OSPAA au Caire. Je reviendrai sur les problèmes causés par la concurrence entre les soviétiques et les chinois pour leur soutien aux différents mouvements de libération.

Plus tard, j'ai compris pourquoi notre gouvernement avait concentré de si grands efforts sur les mouvements de libération à Zamalek pour souligner la différence entre le soutien de l'Egypte à ces mouvements et celui que leur accordaient les Etats communistes. Cependant, mon rôle dans ce sens était négativement jugé par ceux parmi les égyptiens qui étaient au courant de mes penchants gauchistes, qui ne diminuaient en rien mon enthousiasme pour le leadership nassérien. J'ai réussi à me défaire de ce sentiment ambigu seulement après avoir été en contact étroit avec David Dubois et sa mère Shirley Dubois qui m'ont expliqué le contenu gauchiste des concepts de Nkrumah. Ils étaient venus en Egypte après la mort du grand panafricaniste William Dubois à Accra en 1963, et nous avons lu ensemble le poème

dans lequel ce grand homme célébrait le triomphe du Pharaon du Nil, Nasser, sur le lion britannique, « Triumph of the Nile Pharaoh (= Nasser) over the British Lion » en 1956. Nous avons également passé en revue le concept d'unité africaine de William Dubois et son influence sur le Président Nkrumah qui le considérait comme le père et le professeur de tous les nationalistes africains. Il est curieux de constater que peu d'intellectuels africains accordent beaucoup d'attention aujourd'hui à ce penseur marxiste internationaliste. J'ai également noté comment George Padmore a tenté d'effacer l'influence de Dubois sur Nkrumah, et a même essayé de semer la discorde entre Nkrumah et Nasser sur la question de la Solidarité des peuples afro-asiatiques en tenant la Conférence de tous les peuples d'Afrique à Accra un an seulement après la Conférence de l'OSPAA au Caire (1958).

J'ai été surpris lorsque les délégués de retour d'Accra m'ont parlé de la politique de non-violence annoncée à cette conférence, à laquelle Fanon était opposé. Je décidais d'étudier l'effet des enseignements de Fanon en Afrique, et si la présence là-bas de citoyens asiatiques avait permis de répandre certaines des politiques de non-violence de Gandhi. En effet, nous étions préoccupés en Egypte par le fait que certains des conseillers de Nkrumah aient pu lui faire croire que Nasser lui disputait sa politique d'unité africaine en faveur d'un leadership arabe. De telles idées transparaisaient dans le concept de Sionisme noir de Padmore (lorsqu'il parlait du retour des noirs américains en Afrique), et dans la désapprobation de la soi-disant influence arabe par Kogo Botsio, le conseiller de Nkrumah. En fait, nous avons toujours soupçonné dans une telle ambiance que toute politique anti-arabe en Afrique était à l'instigation d'Israël.

Toutefois, nous avons tous été agréablement surpris lorsque le Président Nkrumah demanda au Président Nasser de l'aider à trouver une épouse égyptienne. Comme Fayek me l'apprit, cette demande fut faite d'une manière très amicale, démentant ainsi toutes les rumeurs à propos d'une guerre d'influence entre les deux hommes. En effet, nous avons appelé ce mariage, par plaisanterie, le mariage du panafricanisme avec le panarabisme ! Par la suite, Mme Dubois choisit, en 1966, de rester au Caire après le coup d'Etat contre Nkrumah, et

je lui trouvais un bel appartement surplombant le Nil qui avait beaucoup plu au Dr Dubois pendant son séjour au Caire en 1958. Elle était très heureuse d'avoir obtenu cet appartement, et me traitait comme un proche de la famille. Son fils, David Dubois, a vécu dans cet appartement jusqu'à sa mort il y a près de cinq ans, où il le légua à un ami égyptien.

Durant l'ère nassérienne, la culture politique de libération n'avait pas le monopole de l'arène, comme certains pourraient le penser, mais les cultures conservatrices prospéraient également à cause de la profondeur du sentiment religieux du peuple. Les grands changements apportés par Nasser aux domaines d'études à Al Azhar, à travers l'introduction de programmes d'enseignement laïques et scientifiques, n'ont pas beaucoup changé la situation, mais au contraire, ont exacerbé son rôle dans le système d'enseignement supérieur. Ainsi, au milieu des années 1960, on dénombrait plus de vingt mille étudiants africains en quête d'éducation à Al Azhar. Les pays africains non musulmans se plaignaient que leurs étudiants avaient des difficultés à suivre des études dans d'autres branches de l'enseignement supérieur, et Nasser décida de remédier à cette lacune en fondant de nouveaux instituts d'enseignement supérieur où les cours étaient dispensés en anglais et en français.

La bureaucratie aussi constituait un obstacle à toute intégration des représentants de mouvements de libération dans la société égyptienne, malgré leur acceptation par des gens responsables. En fait, les efforts de notre Bureau des Affaires Africaines étaient déterminants dans ce sens, et il n'a pas été affecté par les luttes politiques internes comme d'autres bureaux tels que ceux des affaires arabes et soudanaises. Les membres du Free Officers Movement rivalisaient parfois pour exercer leur influence d'une manière qui avait des répercussions négatives sur les diverses sphères d'activité. Les affaires africaines souffraient parfois quand nous devions résoudre certains problèmes en collaboration avec une multitude de centres d'influence tels que les centres chargés des étudiants étrangers (à Al Azhar ou ailleurs), ou le Secrétariat de l'OSPAA, ou la Fédération du Travail, ou la Société d'Export-Import Nasr, ou le Conseil supérieur islamique, ou le

Parlement, ou l'Union Socialiste ou les Vice-Présidents, etc. Le jeune responsable que j'étais avait parfois le tournis en essayant de démêler cet écheveau. Même le Bureau des Affaires Africaines souffrait parfois de divergences d'opinion internes qui nécessitaient une prise de décision présidentielle.

Tout ce qui précède est une sorte d'autocritique d'une période riche en mouvements, où les objectifs étaient plus grands que le mouvement lui-même. La critique était dirigée contre le système égyptien, mais elle s'appliquait aussi à de nombreux participants aux mouvements africains eux-mêmes. En effet, peu d'entre eux avaient suffisamment d'ambition pour étudier la société égyptienne, voire éveiller leur propre conscience politique pour faire connaître leur société et sa révolte contre le colonialisme. C'est avec quelques-uns seulement, parmi lesquels Archie Mafeje, John Kaley et Belesso, que j'avais réussi à établir un riche dialogue intellectuel. Cependant, mes relations personnelles et humaines étaient très fructueuses avec bon nombre de ces dirigeants, puisque ma maison était toujours un lieu accueillant, et mon épouse et mes enfants connaissaient beaucoup de ces amis. Il me semble que ce manque de culture politique chez nombre de ces cadres des mouvements de libération pourrait expliquer bien des revers subis par certains pays qui ont été libérés par la lutte menée par des mouvements bien établis. Dans de nombreux cas, les conflits internes, ethniques ou communautaires, ont fait perdre l'essentiel des acquis de l'indépendance et ont entravé les efforts de développement, au point de provoquer la perplexité de certains observateurs tels que Davidson ou Gerard Chalian. De telles réflexions pourraient nécessiter une étude détaillée bien au-delà de la portée de ces mémoires, et pourraient expliquer la prépondérance de l'action militaire sur la politique pendant la lutte de libération.

Nous pouvions juger de l'efficacité d'un mouvement de libération particulier par l'activité de son bureau au Caire et l'efficacité de sa représentation. Ainsi, le Dr Moumié, président de l'UPC du Cameroun, dirigeait personnellement leur bureau du Caire, et était un opposant bien connu aux politiques coloniales françaises, si bien que son assassinat fut imputé aux Services secrets français. John Kaley était le vice-président du Uganda Congress Party, et Ruben Kamanga avait

été élu vice-président du Zambia Independence Party lorsqu'il résidait au Caire. De la même façon, Alfred Nzu avait été élu secrétaire général de l'ANC d'Afrique du Sud alors qu'il résidait au Caire, et fut nommé plus tard ministre des Affaires étrangères dans la première administration postapartheid de Mandela. En outre, Mokhekhly, président du Basoto Congress Party et son représentant Shakila étaient souvent aperçus au Caire, puis leur parti remporta une grande majorité et ils furent rappelés pour former un gouvernement. Ces étroites relations politiques – et personnelles – avec des dirigeants de leurs pays si bien accrédités était source de fierté pour nous tous au Bureau des Affaires Africaines, et pour moi en particulier.

Tous ces dirigeants occupaient des bureaux modestes à côté de mon propre bureau tout aussi modeste à l'Association Africaine, mais ils étaient tous des modèles d'activité et de vitalité. L'aide financière octroyée à des partis aussi puissants par leurs pays respectifs était généralement modeste. (Je me souviens que pour réaliser une campagne électorale nationale en Zambie, Kaunda n'avait reçu que 25 000 dollars). Il y avait d'autres exemples peu reluisants, par exemple, Nquoko le dirigeant du Swaziland Congress était un visiteur fréquent au Caire, et il dénonçait avec vigueur l'impérialisme britannique et le roi dans son pays, mais son parti n'a remporté aucun siège au parlement. En réponse, il a tenu une conférence de presse lors de laquelle il a affirmé qu'il était le plus farouche opposant au colonialisme et qu'à ce titre, il a été féroce combattu par les colonialistes et leurs laquais !

Quant à la défaite de Joshua Nkomo et de son parti, la ZAPO avant la ZANU dirigée par Setoli et Mogabe, nous avons du mal à l'expliquer, sauf si nous la lions aux loyautés tribales, une explication que je trouve déplaisante.

Le concept de Libération Nationale à ce moment-là, immédiatement après l'indépendance, nécessite encore une réflexion approfondie. En effet, je n'ai jamais assisté à un véritable débat durant ces deux décennies (1955 – 1975) sur le contenu réel du fanonisme, du guévarisme, ou même du nasserisme ou du nkrumahisme qui ont été inventés récemment. Nous étions tout le temps occupés par les événements quotidiens et l'évolution de cette insurrection ou

révolte dans telle ou telle colonie, mais nous n'avons jamais eu le loisir de débattre du contenu théorique et social de façon méthodique. Nous pouvions discuter des actions des différents dirigeants et des rivalités ou coopérations qui ont affecté leur action, ou invoquer les mémoires de Fanon ou Guevara en tant que dirigeants nationalistes à émuler. Nous n'avons jamais débattu de leur pensée politique ou sociale, afin de suivre leur exemple ou non. Les différends sino-soviétiques et leurs effets négatifs sur les mouvements de libération viendront plus tard.

Ainsi, la lutte armée comme seul moyen de libération politique, et les rivalités qui ont parfois mené à des conflits fratricides dans la quête de suprématie après l'indépendance, étaient le trait saillant qui se dégageait du tableau. Cependant, il y avait des exceptions où certains leaders avaient suffisamment de conscience sociale et de classe, comme dans le cas de l'Afrique du Sud, et de la pensée d'Amilcar Cabral et de quelques autres. En effet, on peut difficilement s'attendre à ce que les concepts des transformations sociales nécessaires qui n'ont pas été développés durant la période d'unité nationale qui a marqué la lutte pour la libération puissent être sérieusement abordés dans les situations postindépendance moins exigeantes. Je me souviens que lorsque j'ai rencontré feu Nkrumah à Conakry le 20/12/1970 après sa destitution, il m'a longuement expliqué son point de vue rétrospectif sur ces questions qui avaient fait l'objet de son livre intitulé *The Class Struggle in Africa*. Il m'a offert un exemplaire de ce précieux livre qui expose la situation des classes et le rôle des intellectuels en Afrique, et même les conditions nécessaires pour la réussite de la guérilla en Afrique et le contexte social d'une telle réussite.

S'intégrer dans le cadre

L'année 1960 fut d'une importance cruciale pour la Libération Nationale de l'Afrique, non seulement en raison de l'adoption de la Déclaration d'Indépendance de tous les peuples colonisés par les Nations Unies le 14 décembre, mais aussi des grands progrès qui ont été réalisés avec la clarification de la différence entre les concepts d'indépendance formelle et de véritable libération nationale.

En 1960, la révolution algérienne faisait des progrès, malgré la répression farouche exercée par les colonialistes français après leur récente défaite au Vietnam. Les algériens avaient formé leur gouvernement en exil, avec une forte représentation en Egypte et reconnu par Nasser comme gouvernement légitime d'un pays indépendant. Auparavant, la France avait maintenu que l'Algérie n'était qu'un simple département français, et avait essayé d'obtenir le plus grand nombre de voix possible aux Nations Unies pour corroborer sa déclaration. Puis, tout d'un coup, elle a accordé l'« indépendance » à dix colonies françaises d'Afrique, espérant recueillir leurs votes à l'Assemblée générale ainsi que ceux de quelques autres colonies britanniques qui avaient obtenu l'indépendance cette année-là. Tous ces Etats africains nouvellement indépendants devaient se déterminer par rapport aux revendications de la France concernant l'Algérie, mais seuls quelques-uns se sont ralliés à la position ferme de l'Egypte cette année, malgré le fait que l'opinion publique mondiale acceptait petit à petit le principe de l'indépendance de l'Algérie.

La France avait adopté une attitude violente envers la Guinée deux ans plus tôt, quand Sékou Touré avait refusé la constitution qu'elle proposait et avait déclaré unilatéralement l'indépendance de son pays. Je me souviens maintenant du grand impact des articles publiés par le penseur Ahmed Baha Ed Dine à son retour des fêtes de l'indépendance de la Guinée cette année-là. Sékou Touré était un dirigeant syndical, et sa compréhension claire de l'exploitation coloniale et de la lutte des classes a ouvert les yeux à notre génération sur l'essence de la libération du colonialisme. C'était très différent de notre attitude à l'égard de la résistance « Mau-Mau » des Kikuyus au Kenya, sous Kenyatta, qui se cachait derrière un aspect folklorique.

Les pays qui luttaient pour la libération nationale en Afrique se limitaient au Ghana, à la Guinée et au Mali en Afrique subsaharienne, et à l'Egypte et au Maghreb en Afrique du Nord, avec aussi le Gouvernement algérien en exil. Ce petit groupe adopta une attitude distincte en soutenant le régime populaire de Patrice Lumumba au Congo contre Cazavubo et Moïse Tshombé qui étaient soutenus par les impérialistes. Je me souviens des manifestations des travailleurs et des

étudiants au Caire devant l'Ambassade de Belgique. Le nom de Tshombé était considéré comme une insulte en Egypte à l'époque, tandis que Lumumba jouissait de la même estime que Ben Bella et ses camarades après leur enlèvement par la France.

Je dois souligner ici que le rôle de l'Egypte dans la lutte pour la libération ne se limitait pas à quelques discours virulents, comme ceux que l'on entend fréquemment dans le monde arabe, mais a aussi consisté en un sens sérieux de responsabilité nationale qui a conduit à la mobilisation de nos forces militaires pendant la crise congolaise, et l'implication de notre personnel diplomatique. Je me souviens comment Mohammad Abdel Aziz Ishak a accompagné la veuve et les enfants de Lumumba qui ont été sortis clandestinement du Congo par notre personnel diplomatique après l'assassinat de ce dernier par Mobutu et Tshombé, au mépris de l'opinion publique mondiale. Ils ont reçu le soutien total du Président, et j'ai été détaché à leur service pour leur trouver un logement au Caire ainsi qu'une bonne école pour les enfants. Nasser citait toujours le Congo en exemple pour souligner l'engagement de l'Egypte à aider toutes les luttes de libération et à faire des sacrifices au besoin, et le groupe de Casablanca susmentionné soutenait sa position. C'était le sujet principal de l'opinion publique égyptienne qui se moquait de la « séquestration » de Tshombé au Palais de la République quand il est venu assister au Sommet de l'Unité Africaine en 1964. Je compare parfois cette position nationaliste de l'Opinion publique égyptienne ces années-là à l'engouement du public pour le « Mondial » du football dans les années 2009/10!

Je dois montrer ici le parallèle entre le combat de Lumumba et ses camarades pour défendre les richesses minérales de leur pays convoitées par l'impérialisme, et la défense par le peuple égyptien de son Canal de Suez, également convoité par ce même impérialisme. En effet, l'image de Lumumba assassiné et de sa famille réfugiée en Egypte avait sur notre opinion publique un impact beaucoup plus fort que tout discours enthousiaste.

La crise congolaise a entraîné une situation dans laquelle les nouveaux Etats africains indépendants se sont rangés dans deux camps distincts : le Groupe de Casablanca et le Groupe de

Monrovia. Le premier doit son nom à la réunion qui s'est tenue dans cette ville en janvier 1961, à laquelle il avait été décidé de soutenir le gouvernement légitime de Lumumba, au besoin par l'action militaire en envoyant des forces armées. Le deuxième regroupait la plupart des nouveaux Etats francophones mais a tiré son nom d'un ancien Etat conservateur (OCAM) au Liberia. Le groupe de Casablanca avait une signification spéciale pour notre génération dans la mesure où il comprenait le Nord arabe et divers pays progressistes, francophones et anglophones. Il réunissait également les révolutionnaires Nasser et Ben Bella et un nationaliste, le Roi Mohammed V, et favorisait les politiques de lutte révolutionnaire préconisées par Fanon, et celles où le Président Nkrumah proposait sa vieille politique d'« Action Positive ». En effet, j'ai appris que quand Fanon a assisté à la première Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques à Accra en 1958, il était offusqué de voir des slogans contenant des citations de Nkrumah qui exaltaient l'action positive et la non-violence, et a insisté pour qu'on les enlève.

A l'époque, nous étions impressionnés par la lecture de livres de Fanon traduits en arabe, et ravis par la révolte de prisonniers politiques angolais à bord d'un navire portugais. Nous étions aussi consternés par l'enlèvement des dirigeants algériens par la France, mais heureux de la libération de Kenyatta, le dirigeant Kenyan.

J'ai eu le privilège d'assister aux célébrations de l'Uhuru lors de l'indépendance du Tanganyika le 9/12/1961 (et plus tard la célébration de l'indépendance du Kenya et celle de Zanzibar en janvier 1963). En pareilles occasions, je me posais des questions sur la signification de l'indépendance de tel ou tel pays pour les peuples du continent, ou sur le rôle de tel ou tel dirigeant. A l'époque, Julius Nyerere tenait à l'Union de l'Afrique de l'Est uniquement, tandis que le Président Nkrumah faisait campagne pour les Etats-Unis d'Afrique, et le Tanganyika était quelque peu préoccupé par son soutien aux divers mouvements de libération, dont bon nombre étaient voisins de Dar es-Salaam. Le Président Nyerere était également préoccupé par l'influence de Nasser au Zanzibar et auprès des arabes d'Afrique de l'Est. Nous n'étions donc

pas très contents au Caire de ses politiques, jusqu'aux changements sociaux survenus en Tanzanie et à la Déclaration d'Arusha en 1966.

Les représentants de la plupart des mouvements de libération étaient mécontents de la politique de Nyerere qui à leurs yeux, n'était pas suffisamment révolutionnaire et était en contradiction avec l'appel de Nkrumah en faveur de l'Unité africaine. J'ai fait la connaissance d'Abdel Rahman Babou, le progressiste de Zanzibar qui insistait sur la nécessité du changement, et aussi d'Ali Mohsen qui était accusé d'être un avocat de l'arabisme. Je n'ai pas été surpris quand Babou et Salem Ahmed Salem ont créé un clivage au sein du Parti Nationaliste qui a conduit aux événements sanglants dans l'île. J'étais consterné par ces événements car je connaissais personnellement les familles des quarante étudiants zanzibarites de la Maison de l'Afrique de l'Est. Je me souviens d'avoir rencontré Babou dans un café à Dar es-Salaam en 1964 ; il était frustré après son éviction par le nouveau régime de Zanzibar, et n'attendait rien de bon de Dar es-Salaam, si bien qu'il choisit l'exil volontaire en Grande-Bretagne, en tant qu'internationaliste écrivant sur le socialisme en Afrique.

Je dois admettre que j'étais ravi quand j'ai vu descendre le drapeau britannique et hisser à la place celui du Kenya ou du Tanganyika, et j'ai pensé que c'était un immense pas en avant, qui serait certainement suivi par d'autres avancées sociales. Cependant, je ne tardais pas à trouver que la politique de Nyerere n'était pas si progressiste que ça et qu'elle était en conflit avec la politique nkrumahiste d'une Afrique unie.

Les dirigeants du Groupe de Casablanca étaient également frustrés à cause de leur échec lors des événements du Congo et du triomphe de Tshombé et Mobutu, ainsi que de la fuite de Gizinga et ses collègues vers l'Est du Congo. Finalement, Nkrumah accepta une politique de compromis pour réussir à rassembler les dirigeants progressistes et modérés, et avec Nasser, ils convoquèrent un sommet à Addis-Abeba où ils déclarèrent la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Ainsi, le 25 mai 1963 fut célébré comme la naissance de l'Unité africaine qui concentre ses efforts politiques contre l'impérialisme et remet à plus tard tout progrès social.

En Egypte, nous étions confrontés au problème consistant à contrer le rôle d'Israël en tant qu'agent impérialiste en Afrique, soutenu par les anciens Etats coloniaux. Nous étions particulièrement peinés par la relation d'Israël avec le Ghana de Nkrumah, alors qu'Israël se targuait de ses relations avec l'Ethiopie et la Tanzanie également. A l'époque, Israël cherchait à se présenter comme un pays en voie de développement, alors que les déclarations des conférences afro-asiatiques ainsi que du groupe de Casablanca l'ont dénoncé comme la tête de pont du « néocolonialisme ».

A la conférence de l'OUA, Nasser avait déclaré qu'il ne demanderait pas aux dirigeants africains présents de faire connaître leur point de vue contre Israël, mais de découvrir eux-mêmes qu'il est réellement un agent de l'impérialisme. Il a réussi à amener la conférence à adopter une politique modérée et trouver le juste équilibre entre Nkrumah, Nyerere et la Côte d'Ivoire, les trois tendances distinctes de la réunion. Ainsi, Nasser et l'Empereur Haïlé Sélassié ont joué le rôle du Grand Frère pour tous leurs collègues.

Après la conférence, ils furent nombreux à venir au Caire pour demander du soutien, d'autant plus que le Caire avait été choisi pour abriter la prochaine réunion prévue en mai 1964, qui était censée être le premier sommet de l'OUA. En tant que symbole du rôle de l'organisation dans la liquidation du colonialisme, le Comité de coordination de la libération des colonies a été créé. Ainsi, le Caire a pris position entre les dirigeants du Ghana et ceux de la Tanzanie, ainsi qu'entre le Sénégal et la Côte d'Ivoire, qui rivalisaient au sein du Groupe OCAM des pays francophones. Il y avait une tendance chez les participants à liquider tous les groupes régionaux et c'est ce que fit le Groupe de Casablanca, tandis que le Groupe OCAM continuait en tant que tel.

Ce furent des journées glorieuses pour l'activité africaine au Caire, où les médias égyptiens montraient un grand intérêt pour l'activité des bureaux du mouvement de libération à Zamalek. L'activité de libération comportant la lutte armée était acclamée par tous sans crainte de parler d'« intervention ». A cet égard, un facteur positif a été l'anecdote de la séquestration de Tshombé dans l'un des palais présidentiels du Caire avec le groupe de beautés belges qui l'accompagnait pour l'empêcher d'assister à la conférence de

l'OUA de 1964, ce qui a beaucoup amusé le public cairote et compromis le groupe francophone qui avait arrangé sa venue au Caire alors qu'il n'était pas invité.

Les nouveaux mouvements de libération continuaient d'affluer au Caire, en particulier des colonies portugaises, cherchant auprès de Nasser un soutien qu'il leur accordait volontiers, et je voyais leur bonheur à la sortie de ces audiences. En effet, Fayek et notre groupe qui faisait partie de ses assistants avons fait un bon travail en accueillant une vingtaine de bureaux de ce genre. Ce grand nombre s'expliquait en partie par l'accueil de plus d'une délégation par pays, ce qui était un dilemme pour moi, puisque je devais coordonner leurs demandes de sorte à ce qu'elles soient acceptables pour le Bureau Présidentiel de Fayek. Ces demandes comprenaient des bourses pour des étudiants, de la formation militaire, l'allocation de temps d'antenne, etc. J'étais parfois déchiré entre le bonheur de voir le Caire aider ces jeunes révolutionnaires, et le fait de devoir décider qui méritait de recevoir cette aide et qui ne le méritait pas, qui était « authentique » et qui ne l'était pas. La légitimité de différents niveaux de la lutte pour la libération justifiait amplement cette diversité, et le Caire était l'une des rares capitales à accepter une telle diversité. J'allais comprendre les raisons d'une telle attitude en temps opportun.

Parfois, il y avait trois mouvements d'un même pays, comme ce fut le cas de l'Afrique du Sud et de l'Angola. Parfois aussi, nous acceptions des mouvements résultant d'une scission, comme ce fut le cas de la ZAPU et la ZANU, ou de la SWAPO et la SWANU, ou même des mouvements qui n'avaient aucun poids, tels que le COREMU au Mozambique. Ainsi, certains mouvements se regroupaient en tant que mouvements authentiques, par exemple la ZAPU, le PAIGC, le FRELIMO, la SWAPO, le MPLA et l'ANC. Les autres ne pouvaient pas se réunir en tant que mouvements authentiques et nous les avons étiquetés Pro-chinois ! Une véritable Guerre Froide était menée contre l'Association Africaine, avec les Etats socialistes en compétition pour l'adhésion aux différents mouvements d'une façon plus ouverte que celle entre leurs ambassades respectives.

Cette guerre froide allait devenir plutôt chaude lors des conférences de l'OSPAA,

et les soviétiques offraient des billets d'avion et l'hébergement à tous les participants à la conférence organisée dans une ville amie. En pareils cas, leurs amis semblaient être dans une position forte et se regroupaient comme les seuls « authentiques ».

De telles situations étaient plutôt embarrassantes pour moi. J'ai lu les articles de Fanon et Mao Tsé-Toung et Lin Piao sur le centre et les périphéries, où la campagne refuse l'influence des villes. Dans ce contexte, la campagne représente la Chine et le Tiers monde, et les villes représentent les bourgeoisies occidentales et les impérialistes socialistes qui les imitent !

Pour un « fanoniste », c'était-là une présentation attractive, mais le groupe pro-chinois au Caire avait très peu d'idées qui méritaient d'être prises en considération, et n'avait guère de quoi se vanter en ce qui concerne la lutte active au pays. Par ailleurs, les discussions avec le groupe authentique étaient toujours plus profondes et reflétaient des concepts clairs, et une action politique et diplomatique concrète. En outre, le mouvement gauchiste en Egypte n'avait pas prêté beaucoup d'attention à la Révolution chinoise et à ses voisins asiatiques, et la Révolution culturelle ainsi que le livre rouge étaient plutôt méprisés. Le régime de Nasser et la plupart des intellectuels égyptiens ont accepté les concepts soviétiques, parmi lesquels la voie du développement non capitaliste, les révolutionnaires démocratiques et les pays en voie de libération. Tous les concepts de ce genre étaient bien accueillis par le régime de Nasser et d'autres dirigeants du Tiers monde, mais étaient plutôt frustrants pour toute tendance radicale, et pour les jeunes radicaux, y compris moi-même.

Le conflit sino-soviétique n'était pas la seule cause de notre préoccupation au Caire durant les années 1960, car le Groupe maoïste commençait à perdre du terrain parce que ses membres n'arrivaient pas à consolider leurs organisations. Ils ressemblaient à un groupe de personnes indisciplinées, dont la tâche principale était de démasquer leurs opposants du groupe authentique lors des réunions publiques, alors qu'ils n'affichent aucun progrès dans leurs domaines de lutte respectifs. Par ailleurs, l'influence des « Authentiques » se renforçait avec leur lutte de libération en Angola, au

Mozambique et en Guinée, ce qui leur donnait une base meilleure pour contrer ces « maoïstes ».

Je me souviens que le Président Neto avait refusé mon invitation à venir dans les locaux de l'Association Africaine parce que l'UNITA et le GRAI y avaient des bureaux, alors que son bureau et les logements de ses hommes étaient situés en dehors de ce bâtiment. Cette position a paru plus importante encore avec son refus persistant de signer l'accord de cessez-le-feu avec le Portugal à Lisbonne, jusqu'au commencement de la lutte en Angola. Le Président Sam Nujoma était plus tolérant, puisqu'il était soutenu par une résolution de l'ONU en faveur de la SWAPO, et que l'Institut des Nations Unies pour la Namibie à Lusaka lui apportait un soutien moral, si bien que la SWANU rivale fut vite liquidée, ses dirigeants n'étant pas dignes de respect.

Il me semblait qu'il y avait une sorte de rivalité entre le Caire et Alger concernant nos relations avec les mouvements de libération. Le Caire semblait plus disposé à soutenir les politiques nationales de libération en général et à favoriser les contacts diplomatiques et la couverture médiatique. L'Algérie en revanche tenait davantage à la formation militaire et à la fourniture d'armes pour la lutte armée, à travers le Comité de libération des colonies.

J'ai interrogé Ben Bella à ce sujet à Bamako en 2003, et il confirmait qu'il y a eu une sorte de *gentleman's agreement* (accord tacite) avec le Président Nasser sur des divergences concernant le rôle de chaque pays.

J'avais le sentiment que la création de l'OUA a mis de côté l'activité de libération au profit des bureaucraties dirigeantes dont certaines étaient ouvertement despotiques. Cela a été noté dans bien des cas, par exemple la position de l'Éthiopie vis-à-vis de l'Érythrée, ou les conflits en Somalie et aux Comores. En ce qui concerne la façon dont la France traitait ses anciennes colonies, nous nous sommes montrés moins critiques, par égard pour la France gaulliste. En effet, nous avons chaleureusement accueilli Senghor en 1966, tout en négligeant le progressiste Cheikh Anta Diop qui faisait l'apologie de la civilisation de l'Égypte ancienne dans son livre. En fait, je n'ai pas pleinement accepté les prétentions de Senghor, sauf après que ce dernier a donné à l'Université de Dakar le nom de

Diop, à qui j'ai présenté mes excuses quand je l'ai rencontré au début des années 1980 dans son laboratoire à l'Université de Dakar. La Zambie hésitait entre le rôle d'un État confrontationaliste et une certaine acceptation des régimes racistes sud-africains, tandis que l'Égypte respectait le nationalisme de Kaunda et prenait en considération son dilemme avec l'Afrique du Sud raciste qui s'apparentait quelque peu à notre dilemme avec Israël. Ainsi, le Caire a accueilli chaleureusement Kaunda et s'est gardé d'être en désaccord avec lui comme l'a fait le Ghana, malgré sa perte d'influence au sein de l'OUA adoptée par Haïlé Sélassié, et au Comité de libération des colonies adopté par Nyerere. Les mouvements de libération ont répondu à la modération du Caire en resserrant leurs liens directs avec l'Union soviétique et les États scandinaves. Cette politique modérationniste a été renforcée par la série de coups d'État militaires qui ont eu lieu au Congo, puis au Ghana et dans certains pays Francophones.

Les régimes nationaux modérés ont été affaiblis par cette succession de revers pendant les années 1960, tandis que la lutte de libération dans les colonies portugaises se durcissait avec des dirigeants comme Cabral, Neto et Mondlane qui étaient activement soutenus par les pays socialistes. Je me souviens que feu le grand leader Cabral m'avait dit à Accra (Janvier 1973), deux semaines seulement avant son assassinat, qu'ils étaient sur le point de recevoir des soviétiques des canons antiaériens, et que cela enverrait aux puissances atlantiques le message que Bissau deviendrait ainsi un nouveau Vietnam. Cela m'est revenu à l'esprit lorsque, peu de temps seulement après, ces puissances ont résolu de se débarrasser du régime de Salazar quand Spínola a pris le pouvoir à la faveur d'un coup d'État, et ont décidé d'entamer des négociations avec leurs colonies au milieu des années 1970.

Sam Nujoma profita de ce changement en adoptant une position plus dure envers l'ONU et en consolidant ses liens avec l'Angola, pour fournir des armes à sa guérilla. Il était également renforcé par la présence de forces cubaines dans la région, mais il s'en plaint à moi que les autorités angolaises le traitaient parfois avec une certaine réserve, car ils avaient des doutes sur mes contacts avec l'UNITA. Quand j'ai rencontré le Président Neto pendant l'anniversaire de l'indépendance en 1976, il m'a longuement

expliqué les machinations du régime raciste d'Afrique du Sud, et comment il cherchait à semer la discorde entre les forces nationalistes. En fait, même l'aide des soviétiques n'était pas si disponible et il a fallu agiter la menace de solliciter l'aide de la Chine pour les pousser à corriger cette insuffisance !

Les années 1970 ont été très frustrantes, que ce soit pour mes fonctions personnelles ou pour mes sentiments envers la position de l'Égypte de Sadate concernant le soutien aux mouvements de libération. À l'époque, Sadate travaillait en étroite collaboration avec les américains pour faire face à ce qu'il appelait l'influence communiste en Afrique. Il fustigeait la présence cubaine dans des pays comme l'Éthiopie, l'Angola et le Mozambique.

Toutes les forces progressistes en Égypte et la plupart des pays engagés dans la libération nationale se sont trouvés dans l'impasse, et nous nous rappelions l'atmosphère des années 1960 que nous avions l'habitude de critiquer comme étant modérées ! En ces temps-là, les mouvements de libération dans les pays progressistes étaient soutenus par les forces populaires, mais la situation a changé avec la succession de coups d'États militaires. Les bases populaires comprenaient les syndicalistes en Égypte, au Maghreb, au Ghana, en Tanzanie, au Soudan et au Kenya. Parfois, des rivalités gênaient le bon déroulement de la coopération entre Ahmed Fahim en Égypte, Al Sediky au Maghreb, Tetiga à Accra, Kambona à Dar es-Salaam et Shafi au Soudan d'une part, et les modérées tels que Mboya au Kenya, Aashour à Tunis et d'autres. Le premier groupe demandait au leader de l'aide pour les mouvements de libération et parfois d'autres forces, comme les étudiants au campus de l'Université de Dar es-Salaam ou les intellectuels de la Révolution d'Octobre au Soudan, mais la décision revenait toujours au leader. À la suite des coups d'États successifs et des transformations survenues dans les années 1970, ces forces populaires ont perdu de leur influence.

Pour illustrer le contraste entre les deux situations, comparons la réaction à l'action coloniale en Rhodésie en 1965, et la position envers le régime raciste en Afrique du Sud, à la fin des années 1970. Je me souviens que quand nous avons entendu parler de la Déclaration unilatérale

d'indépendance (Unilatéral Declaration of Independence - UDI) de la Rhodésie en novembre 1965, l'Égypte envisageait la transformation socialiste, le Ghana se développait activement en construisant le Barrage de la Volta, la Tanzanie vivait dans l'euphorie du Comité de libération des colonies, et nous considérons tous l'UDI comme un sérieux défi à la libération des colonies.

Je me souviens qu'en ma qualité de chercheur dans une importante institution, j'avais reçu des instructions pour réunir d'urgence toutes les informations pertinentes concernant l'évènement, et en particulier sur le rôle de la Grande-Bretagne en tant que protectrice et instigatrice. Ce jour-là, j'ai senti la même ferveur au Bureau du Président et au ministère des Affaires étrangères, et le jour suivant, un mémorandum préparé par Mohammad Fayek, sur instruction du Président, fut adressé au ministère des Affaires étrangères pour étudier avec le Ghana, l'Algérie, le Groupe de Casablanca et d'autres la possibilité d'un gel des relations politiques avec la Grande-Bretagne, en tant que responsable de sa colonie, la Rhodésie. Nous pensions que le nouvel Etat indépendant allait soutenir un type de colonisation similaire à celui la Palestine par des colons étrangers, et qu'avec la montée de la résistance nationaliste en Palestine aux mains de l'OLP et le soutien des pays de libération arabe (Égypte, Syrie et Algérie), des mesures fortes et efficaces allaient sûrement être prises dans les prochains jours.

Effectivement, un accord a été trouvé, et en l'espace de deux semaines, onze pays africains ont rompu leurs relations avec la Grande-Bretagne. Tous les représentants des mouvements de libération à l'Association africaine ont fêté cette mesure. Elle a été également remarquée par les observateurs diplomatiques qui ont souligné que lorsque la Grande-Bretagne s'attaquait activement aux activistes nationalistes dans l'Aden, et que les forces armées de l'Égypte s'étaient engagées à soutenir la république du Yémen, l'Égypte n'avait pas pris une telle mesure.

J'ai effectivement senti un contraste profond entre ces réactions et celle très limitée des Etats africains à l'Assemblée générale de l'ONU, lors de la tentative de faire adopter une forte résolution demandant le retrait d'Israël des territoires égyptiens et arabes occupés après l'agression d'Israël de 1967, où la Guinée

fut le seul pays africain à rompre ses relations avec Israël. Il y avait évidemment une forte pression des Etats-Unis sur ces pays africains, mais la raison principale d'un tel comportement était, sans aucun doute, l'attitude des nouveaux régimes envers le mouvement de libération. Nous en éprouvions une grande honte aux Affaires africaines, après tout le soutien que nous avons accordé au mouvement de libération ; c'était comme une cause perdue qui couronnait notre échec dans l'éradication du colonialisme.

Je me souviens que la défaite de l'Égypte dans la guerre de 1967 contre Israël a été le point culminant d'une série de coups d'Etat militaires en Afrique, notamment au Ghana, au Mali, en Ouganda, au Congo et dans le reste des pays francophones, et qui semblait être la fin des mouvements nationaux de libération sur le continent ainsi que du Comité pour la libération des colonies. Je me suis senti malheureux quand j'ai rencontré nos forces nationalistes égyptiennes qui insistaient pour mener une guerre populaire jusqu'à la libération totale des territoires égyptiens. Notre seul réconfort était de répéter le slogan lancé par certains leaders des colonies portugaises : *Lutta Continua, Victoria Certe* (La lutte continue et la Victoire est certaine).

Cependant, la lutte armée progressait, surtout dans les colonies portugaises, et finalement, le Mouvement Polisario apparut dans la colonie espagnole de Rio de Oro dans le Sahara occidental. Au même moment, les palestiniens se sont lancés dans certaines formes de lutte de libération, y compris la résistance armée, et ces avancées nous ont donné un regain d'espoir. Je me souviens que le discours axé sur la démocratie et les transformations sociales dans ces colonies en lutte rappelait notre discours sur la démocratisation du Régime de Nasser. Avec des amis gauchistes, je discutais de la continuation de la lutte nationale avec un sentiment de fierté en tant que protagoniste des mouvements de libération africains, ou je défendais la coopération soviéto-égyptienne. Certains de ces amis soutenaient que Nasser n'était pas très réaliste en cherchant à reprendre la guerre avec une armée qui avait essuyé une telle défaite, mais ce sont ces mêmes efforts qui ont abouti à la victoire dans la guerre de 1973. Il me semble que Nasser avait finalement compris la nécessité des libertés démocratiques comme base

d'une défense efficace de la patrie, et qu'il cherchait à pallier certaines insuffisances de son régime en nommant des cadres de gauche à la tête de certaines institutions médiatiques et en accordant plus de latitude aux tendances démocratiques et gauchistes dans le théâtre, le cinéma et certaines publications. Cela signifiait une attitude plus équilibrée au niveau interne ainsi que dans la position militaire.

Bien vite, la lutte armée dans les colonies a commencé à montrer des résultats positifs, avec le soutien actif du Comité pour la libération des colonies, et on commença à entendre parler de « territoires libérés » ; j'éprouvais une grande joie lorsque je rencontrais des activistes africains qui s'étaient rendus dans ces territoires libérés. J'étais heureux lorsque j'ai été nommé représentant de l'Égypte au sein du comité, mais « quelqu'un » est intervenu pour bloquer cette nomination. J'espérais que cette participation m'offrirait la chance de me rendre dans certains de ces territoires libérés, et cet espoir s'est finalement concrétisé lorsque je me suis rendu dans des zones libérées en Érythrée compagnie de quelques révolutionnaires érythréens à la fin des années 1970.

Je me souviens que nous les jeunes nationalistes, nous étions frustrés par notre défaite dans la guerre de 1967 contre Israël, mais la présence au Caire de plusieurs délégations venues de nombreux mouvements de libération de la Palestine, de la Guinée Bissau, de l'Angola, du Mozambique et même du Vietnam nous a apporté du réconfort. Le slogan de Nasser, « ce qui a été pris par la force ne peut être repris que par la force », avait une signification encourageante, et cela voulait dire le renforcement des liens avec l'Union soviétique, étant donné que la Chine était préoccupée par les conséquences de la Révolution culturelle.

Je ne pouvais pas ignorer le fait que certaines forces de libération n'étaient pas complètement acheminées comme on le pensait généralement. Je pensais que l'explication était que de tels pays étaient en quelque sorte focalisés sur la libération armée, ce que j'appelais un « Hanoi » qui soutient. Naturellement, cela ne signifiait pas le même dévouement que celui affiché par les vietnamiens, car après tout, le Vietnam était soutenu par la Chine et l'URSS. Ce genre de soutien de la part de révolutions proches était noté dans le cas de la Guinée adjacente à la Guinée Bissau, et de la Tanzanie voisine du Mozambique,

ou du Congo Brazzaville (ou même des révolutionnaires du Congo Kinshasa) proche de l'Angola. Il semblait que les rapports sociaux à la base de la lutte armée avaient un effet positif, dans la mesure où les rapports sociaux chez leurs voisins indépendants devenaient plus progressistes.

Je dois dire ici qu'il nous arrivait parfois de surestimer les progrès sociaux dans les territoires libérés, et la possibilité que de telles transformations constituent une base solide pour le régime après l'indépendance. Je n'avais que peu de connaissances théoriques à l'époque, exception faite de mes lectures de Cabral et de la libération culturelle, mais j'ai aussi entendu des informations négatives sur ce qui s'était passé au Mozambique, ou en Afrique du Sud, malgré les connaissances théoriques élevées des révolutionnaires dans ces pays.

En Egypte, nous étions consternés par le rejet, par le régime de Nasser, de l'idée d'une résistance populaire au profit du combat de l'armée régulière pour regagner nos territoires perdus. Cela signifiait que nous devions dépendre des soviétiques pour la fourniture d'armes de pointe, ce qui maintient la suprématie de la bourgeoisie bureaucrate au lieu de développer l'action sociale des masses populaires. Cependant, le leadership personnel de Nasser compensait les grandes insuffisances découlant de ses compromis avec les tendances religieuses d'une part et la hiérarchie militaire d'autre part.

La mort soudaine de Gamal Abdel Nasser le 28 septembre 1970 a mis brusquement fin à ce débat dans les cercles culturels et démocratiques. Son successeur, Anouar el-Sadate, s'est départi complètement de toutes ses politiques en ayant comme slogan que 99 pour cent des cartes à jouer étaient entre les mains des Etats-Unis.

Après avoir dépendu des soviétiques pour la fourniture d'armes de pointe qui ont finalement contribué à la défaite d'Israël en 1973, il a renvoyé la mission militaire soviétique qui formait nos soldats à l'utilisation de ces armes. Il a utilisé le succès limité de cette guerre pour préparer le terrain pour un accord de paix avec Israël ; il a même menacé de faire la guerre au régime de Mengistu en Ethiopie sous prétexte qu'il menaçait l'approvisionnement des eaux du Nil ; il a soutenu Mobutu contre les révolutionnaires de

l'Est du Congo ; il a soutenu l'UNITA et Savimbi en Angola ; il a importé du tabac du régime d'UDI en Rhodésie du Sud ; enfin, il a remplacé l'économie de développement planifiée de Nasser par une politique ouverte de capitalisme libéral. Toutes ces politiques étaient exactement à l'opposé de celles adoptées par le précédent régime de Nasser.

Le bureau des Affaires africaines de la Présidence a été dissout après l'arrestation de son dirigeant, Mohammad Fayek, et sa condamnation à dix ans d'emprisonnement pour un soi-disant complot contre Sadate. Tous les membres du bureau ont été éparpillés dans les différents ministères. Après la guerre de 1973, j'ai été mis à la retraite (après 15 ans de service seulement), dans une tentative de se débarrasser de tous les nasséristes et marxistes encore dans l'administration !

Après 1975, j'ai entrepris une tournée personnelle du royaume de la culture qui m'a mené successivement au Comité pour la défense de la culture nationale, à l'Association africaine des sciences politiques, au Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), à l'Université de Juba au Sud Soudan comme enseignant, à l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO) à Tunis et enfin, à fonder le Centre de recherche afro-arabe (AARC) au Caire en 1987.

Note

* Cette étude préliminaire du rôle de l'Egypte de Nasser dans le processus de Libération de l'Afrique découle de l'expérience personnelle de l'auteur qui était rattaché au Bureau des affaires africaines de la Présidence à une période cruciale (1956 – 1975). Entre autres fonctions, il devait coordonner les Bureaux des divers Mouvements de Libération qui proliféraient au Caire durant cette période, et servir d'officier de liaison entre eux et l'Etat et d'autres institutions publiques. Le chargé des Affaires africaines à partir du 23 juillet 1952 était l'Assistant du Président, le ministre Mohammad Fayek, jusqu'à son emprisonnement par le Président Sadate en 1971. Après cela, le soutien aux Mouvements de Libération a été de moins en moins important, jusqu'à ce que l'Angola et le Mozambique aient obtenu leur Indépendance en 1975.

Annexe

Bureaux des Mouvements de libération africains au Caire

1. African National Congress (ANC), Afrique du Sud
2. Basoto People's Congress (BPC), Lesotho
3. Djibouti Liberation Movement (DLM), Djibouti
4. Eritrean Liberation Front (ELF), Erythrée
5. Eritrean People's Liberation Front (EPLF), Erythrée
6. Etudiants du Tchad (ET), Tchad
7. Front do Liberacion do Mozambique (FRELIMO), Mozambique
8. Governamento do Angola Independente (GRAI), Angola
9. Kenya African National Union (KANU), Kenya
10. League for Liberation of Somalia (LIGA), Somalie
11. Mouvement de Libération du Congo (MLC), Congo
12. Movimento Popular do Liberacion do Angola (MPLA), Angola
13. Partido Africano para un Independência de Guiné-Bissau e Cabo Verde (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert - PAIGC), Guinée et Cap-Vert
14. Swaziland Peoples Party (SPP), Swaziland
15. South West Africa National Union (SWANU), Namibie
16. South West Africa People's Organization (SWAPO), Namibie
17. Uganda National Congress (UNC), Ouganda
18. Union do Independente Angola (UNITA), Angola
19. United Northern Rhodesia Independence Party (UNRIP), Zambie
20. Zanzibar National Union (ZNU), Zanzibar
21. Zimbabwe African People's Organization (ZAPO), Zimbabwe
22. Zimbabwe African National Union (ZANU), Zimbabwe
23. Arab Maghreb Office, Maghreb
24. Provisional Algerian Government, Algérie

N.B.

Les deux derniers bureaux n'étaient pas affiliés à l'Association Africaine.